

Plus Manolo parle, plus la gauche accélère son suicide



« Où il est, le menteur qui va parler », comme disait Raimu.

Le suicide de la gauche aux départementales a commencé avec Manolo ! La gauche est divisée comme jamais. L'élimination du PS dès le premier tour est envisagée dans 500 à 700 cantons, selon même la Rue de Solférino...

Mais contre le raz de marée du FN annoncé, la stratégie du PS pour limiter la casse, est d'appeler au peuple de gauche à l'union. Bien évidemment, puisque le peuple de France depuis longtemps abandonné, n'intéresse plus le PS !

Mardi 24/02 au soir, [François Hollande](#) avait réuni neuf présidents de conseils généraux lors de ses traditionnels apéros... Le président était inquiet de l'énorme division de la gauche à l'approche des départementales 2015. Sur les 2 074 cantons, l'alliance du PS/PC n'a été possible que dans moins de 50 circonscriptions (donc entre 200 et 300 cantons si l'on tient compte de l'effet de réciprocité). Avec les écologistes, l'union n'a été possible qu'à 20%.

Or, le mode de scrutin place la barre de la qualification à 12,5 % des inscrits.

Il suffit que la participation soit faible, que la mobilisation de l'électorat de gauche ne soit pas au rendez-vous, pour que les candidats du PS soient massivement éliminés dès le premier tour, laissant place à un duel FN-UMP à l'avantage théorique de ce dernier.

« Nous estimons que le PS peut être éliminé dans 500, voire

700 cantons », analyse le député PS Christophe Borgel, responsable des fédérations au sein du PS. Si bien que, pour ne pas en rajouter, le PS a, de son propre chef, renoncé à présenter des candidats « *dans 7 à 8 % des cantons, tant la gauche est faible* », indique Borgel.

Pour le FN, cette élection se jouera essentiellement au premier tour. Marine Le Pen espère bien réaffirmer la place du Front comme premier parti de France, consolidant le score des européennes. C'est la raison pour laquelle elle présente des candidats dans 92 % des cantons. Elle peut entrevoir 1 000 duels au second tour, le plus souvent face à l'UMP. Ses adversaires estiment qu'elle peut en remporter entre 100 et 150. (NDL j'en prédis 250)

François Hollande en a conscience et c'est la raison pour laquelle il a opté pour une stratégie inverse à celle des municipales. « *Tout le monde nous avait dit qu'il valait mieux localiser le scrutin aux municipales, on a vu ce que ça a donné,* » a-t-il glissé.

Esprit est tu là ?

Cette fois, il s'agit donc de dramatiser à outrance ce vote et d'envoyer les ministres battre la campagne contre le Front national, Manolo castagnette en tête. François Hollande espère remobiliser cette gauche qui avait défilé sous la banderole « *Je suis Charlie* » le 11 janvier dernier. « *C'est ce que j'essaie de dire dans les réunions publiques : on ne peut pas manifester le 11 janvier et s'abstenir aux départementales* », plaide Jérôme Guedj, le président PS du conseil général de l'Essonne, qui remet son titre en jeu dans [un département relativement épargné par les divisions de la gauche...](#) Mais mis à part quelques fiefs, comme le Val-de-Marne, l'Allier ou les Côtes-d'Armor, le PC a préféré faire cavalier seul.

Pourquoi ?

D'abord, en raison de la stratégie personnelle des dirigeants. Pierre Laurent, le patron du [PCF](#), ambitionne de se présenter à la présidentielle de 2017 et, de ce fait, entre en rivalité avec Jean-Luc Mélenchon. Par conséquent, le PC ne peut apparaître comme un élément supplétif du PS. Il doit se

démarquer dès aujourd'hui, sans cela, il n'y aurait pas de logique à ce que les communistes présentent un candidat au premier tour de l'élection présidentielle.

Deuxième raison : pour les départementales, ce sont les fédérations départementales qui avaient la main pour constituer les candidatures en binômes et fixer la stratégie.

Or, la base militante du PC s'est « mélenchonisée » et voue les socialistes aux gémonies.

Pour eux, un bon socialiste est un socialiste mort, « *même s'ils doivent disparaître avec* », confie-t-on, inquiet, Rue de Solférino.

Donc, quand bien même Pierre Laurent aurait voulu créer une large union PS/PC, il se serait heurté à sa base. Les Verts sont quant à eux partagés entre trois attitudes vis-à-vis du PS.

Les premiers 30% jouent l'alliance, d'où des tickets communs dans certains départements.

Le deuxième tiers, lui, rêve de battre le PS et s'allie avec tous ses concurrents de gauche.

Ici avec le PC, ici avec le Front de gauche, etc. Enfin, le dernier tiers se veut « *chimiquement pur* » et se présente seul face aux électeurs.

Le sénateur « *grande dents* » EELV Jean-Vincent Placé, l'arrangeur en chef des alliances, candidat pour un ministère, fan absolu de Ségolène Royal et premier soutien de Hollande en 2017, n'a rien pu faire pour contrôler la machine à candidater. Mais là aussi, chez les écologistes, la stratégie électorale relève des fédérations départementales. Donc les trois attitudes sus-décrites, réparties différemment selon les départements, ont fortement limité les alliances avec le PS.

Rue de Solférino, comme à l'Élysée ou Matignon, tous les warnings sont allumés.

« *Le premier thème de campagne, ce sera la République* », détaille Christophe Borgel. D'abord sa défense face au Front national, mais également à travers la présence des services publics dans les territoires ruraux qui sont les terres d'expansion du FN. Les départements ne doivent pas laisser

tomber les territoires ruraux. Le deuxième thème sera celui de l'unité. « *Il faut que les électeurs de gauche se réveillent avant qu'on vive une redite du 21 avril 2002* », souligne Borgel.

Enfin, le PS tentera de porter le thème du « *mouvement* » : ce sont les réformes du gouvernement Valls pour projeter le pays dans l'avenir. Les candidats socialistes vont se voir remettre un « kit national » (kit FN tellement décrié par les merdias !) déclinant ces trois thèmes.

Actuellement, la gauche dirige 61 départements. Sur ces 61 départements, le PS en pilote directement 49. Dans environ 30%, la majorité de la gauche tient à quelques sièges seulement. Pour ceux-là, la Rue de Solférino en a déjà fait son deuil. Dans le deuxième tiers, où la majorité est plus large, la division de la gauche va ruiner l'avantage acquis en 2008 et 2011. Enfin, le dernier tiers, ce sont les bastions que le PS entend bien garder dans son giron. En somme, François Hollande, Manuel Valls et Jean-Christophe Cambadélis ont un mois pour mobiliser leur électorat.

Tous les sondages le disent.

Ce sera la Bérézina du siècle pour les socialistes qui, après avoir détruit trente ans de socialisme municipal, ne pourront que contempler les ruines du socialisme départemental. Pourtant la campagne pour les élections départementales est bel et bien lancée et elle fait déjà polémique. Le Front national a riposté ce vendredi 27 février en accusant le premier ministre Manuel Valls de faire campagne aux frais de l'Etat. Une attaque qui n'est pas anodine puisqu'elle renvoie directement aux meetings du président-candidat Nicolas Sarkozy pendant la campagne présidentielle de 2012. Meetings dont certains avaient été financés (à tort) par l'UMP ou l'Elysée et qui ont [précipité l'invalidation des comptes de l'ancien chef de l'Etat.](#)

S'appuyant sur cette « jurisprudence Sarkozy », plusieurs cadres du Front national, à commencer par les vice-présidents Louis Aliot et Florian Philippot, exigent à juste titre, que les déplacements du premier ministre soient réintégrés dans

les comptes de campagne des candidats soutenus aux départementales.

Invité [ce vendredi sur BFMTV et RMC](#), Florian Philippot en a rajouté une couche en se demandant si « Manuel Valls n'avait rien d'autre à faire » que de faire campagne contre le FN. « C'est un mélange des genres assez grave. [...] Et puis c'est payé par qui? » S'interroge le bras droit de Marine Le Pen. « La campagne du Parti socialiste ne sera-t-elle pas payée en partie par l'Etat, en tout cas dans les cantons où se déplace M. Valls? », renchérit-il.

Les patriotes doivent se mobiliser pour que la défaite des traitres de l'UMPS soit la plus large possible.

André GALILEO